



LU pour Vous

Collectif QUICURY
mail : quicury@riseup.net
site : <https://quicury.frama.site/>

Revue de presse 22 novembre 2020

Liens agriculture – alimentation – biodiversité

La plupart des articles sont disponibles à la demande

Il l' a dit :

Mais, ce qui est sûr, c'est que, même quand tout paraît bouché, il peut rester un espoir.

Daniel Cordier : de Jean Moulin à la jeunesse d'aujourd'hui, le témoignage d'un homme libre

J'ai pas lu mais j'aimerais le faire :

2020-11-19 France Inter La terre au carré

La grande transition

Pour la première fois, un collectif d'environ soixante-dix enseignants-chercheurs issus d'une grande variété de domaines (environnement, sciences du vivant, biologie, physique, économie, droit, gestion, philosophie, santé, sociologie, sciences politiques) s'est réuni pour réaliser le manuel de la « Grande Transition ». Car cette transition ne relève pas seulement de l'environnement ou de l'économie, comme on a coutume de le penser, mais touche au coeur même de nos représentations, et donc à tous les champs du savoir.

L'ouvrage propose un socle de connaissances et de compétences, thématique par thématique....

[Le Manuel de Grande Transition, sous-titré : former pour transformer \(éditions les Liens qui Libèrent\)](#)

J'aime aussi :

Un dessin de Red

Dans l'article de Reporterre sur Véolia/Suez

Rattrapage

2020-11-17 L'Humanité

En quoi la maîtrise publique améliore-t-elle la gestion de l'eau ? suite

Ce texte de Sylvie Paquerot, professeure de sciences juridiques et politiques et membre du CA de la Fondation Danielle Mitterrand, est une contribution dans l'édition Débats & Controverses du journal l'Humanité sur le thème « [En quoi la maîtrise publique améliore-t-elle la gestion de l'eau ?](#) », paru en octobre 2020.



Actualité de la semaine

2020-11-19 Actu-Environnement

Obligations réelles environnementales : exonération de taxe foncière par les intercommunalités

Les communes pouvaient déjà exonérer de taxe foncière les propriétés non bâties sur lesquelles leurs propriétaires ont conclu une obligation réelle environnementale (ORE). Cette possibilité va être étendue aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) après le vote le 12 novembre d'un [amendement](#) au [projet de loi de finances](#) pour 2021 (PLF 2021).

Extrait : L'obligation réelle environnementale est un outil contractuel novateur créé par la [loi de reconquête de la biodiversité](#) d'août 2016. Il permet à un propriétaire, [public](#) ou [privé](#), de mettre en place de manière volontaire des mesures de protection de l'environnement grâce à un contrat passé avec une personne morale garante d'un intérêt environnemental comme une association de protection de l'environnement ou un conservatoire d'espaces naturels (CEN).

2020-11-15 Radio-France

Quand des lobbies de la viande in vitro utilisent les associations de défense des animaux

Des dizaines de start-up travaillent à la création de viande cellulaire. Un business derrière lequel on retrouve de nombreux milliardaires de la Silicon Valley. Pour préparer l'opinion, ils investissent dans des fondations qui aident des associations de défense des animaux, dont L214. Cellule investigation de Radio France - [Maxime Fayolle](#)

Commentaire : entre élevage industriel et véganisme il y a la place pour l'agriculture paysanne que nous défendons

2020-11-17 Le Progrès

Retard de la zone active 2 une avancée imminente ?

La COR et boiron doivent discuter de l'accessibilité de cette future zone cette semaine, alors que l'arrivée sur ce site de 6 entreprises locales a déjà pris un important retard

2020-11-18 Reporterre

Robots, scans, et novlangue : j'ai travaillé un mois dans un entrepôt Amazon

Dans l'immense plateforme logistique de Senlis, dans l'Oise, les travailleurs ne sont pas nommés salariés, mais « associés ». Récit d'une immersion d'un mois dans une usine où les humains fonctionnent comme des robots. Le slogan d'Amazon : « Make History », faites l'histoire. / [Ewa Daria Dabrowska \(Reporterre\)](#)

2020-11-19 Actu-Environnement

Justice climatique : le Conseil d'État met l'exécutif sous pression

Pour les militants du climat, c'est une décision historique. Suite au recours de la commune de Grande-Synthe, le juge administratif ordonne au Gouvernement de vérifier que sa politique est cohérente avec les objectifs climatiques. Par [Laurent Radisson](#)

2020-11-19 le Monde

Le gouvernement a trois mois pour prouver qu'il respecte ses engagements climatiques, une première en France

Le Conseil d'Etat a donné ce délai à l'exécutif pour « justifier que la trajectoire de réduction à horizon 2030 pourra être respectée ». Une décision « historique » pour les ONG. Par [Stéphane Mandard](#) et [Audrey Garr](#)

2020-11-19 Actu-Environnement

Transition écologique : l'Ademe compte sur les élus municipaux

L'Ademe veut mobiliser les exécutifs municipaux pour accélérer la transition écologique. Les élus sont motivés et l'Ademe dispose de moyens renforcés par le plan de relance. Elle propose donc des outils pour accompagner les projets.

L'Ademe explique que 90 % des investissements publics en faveur du climat sont réalisés par les collectivités territoriales. Cet engagement va au-delà de leur « responsabilité », puisqu'elles ne peuvent intervenir directement que sur la moitié des émissions de gaz à effet de serre (GES) françaises. L'Agence explique aussi que 95 % des élus municipaux disent prendre en compte les enjeux environnementaux.

Pour autant, ils ne sont pas forcément tous en mesure de passer aux actes : 61 % d'entre jugent ne pas en faire suffisamment. Preuve qu'il est possible de mieux faire, Arnaud Leroy a expliqué que seulement une centaine de plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) ont été finalisés. Le président de l'Ademe « [serait] étonné que l'on soit à plus de 150 PCAET » à la fin de l'année. Pourtant, toutes les intercommunalités à fiscalité propre (EPCI) de plus de 20 000 habitants sont tenues d'en élaborer un.

le guide « [Aujourd'hui mon territoire](#) »

2020-11-19 Reporterre

Les ruses d'Amazon pour s'implanter ses entrepôts

Une enquête publique complaisante, une étude d'impact environnemental bâclée, une société prête-nom, et un chantage à l'emploi mensonger : voilà la recette utilisée par Amazon pour imposer la construction, dans l'Oise, d'un gigantesque entrepôt qui artificialise des terres agricoles. [Francis Correa \(Reporterre\)](#)

2020-11-20 Actu environnement

Lutte contre l'artificialisation des sols : des évolutions fiscales contradictoires

Le Gouvernement a prévu de modifier la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation. Mais, dans le même temps, il supprime le versement pour sous-densité qui poursuit le même objectif. Dans [un référé](#) adressé au Premier ministre le 28 juillet, la Cour des comptes rappelle que [l'artificialisation des sols se poursuit](#) inexorablement. « En France, c'est l'équivalent de 596 000 ha en dix ans qui ont été concernés, en raison principalement de l'étalement urbain couplé au développement des transports et des infrastructures, ainsi que d'un prix du foncier agricole comparativement plus faible en France que dans d'autres pays européens »,

extrait : trois mesures d'adaptation de la taxe d'aménagement

.La première vise à permettre d'affecter la part départementale de la taxe dédiée aux espaces naturels sensibles (ENS) à des opérations de renaturation. C'est-à-dire à « la transformation de terrains abandonnés ou laissés en friche ».

La deuxième est destinée à inciter à la densification et à la sobriété foncière. Elle permet d'exonérer de taxe d'aménagement les places de stationnement intégrées au bâti. Cette mesure permet, selon le Gouvernement, de rééquilibrer le niveau de taxation entre les places de stationnement extérieures et celles intégrées au bâti « aujourd'hui différent d'un facteur de un à six ». Le coût unitaire d'une place de stationnement intégrée au bâti étant très supérieur à celui d'une place extérieure, l'exécutif veut ainsi « améliorer le bilan financier de cette option d'aménagement et d'architecture qui participe à la densification ».

Enfin, la troisième mesure permet d'augmenter jusqu'à 20 % le taux de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement en vue de réaliser des actions de renouvellement urbain permettant « d'améliorer la qualité du cadre de vie, de lutter contre les îlots de chaleur urbains, de renforcer la biodiversité ou de développer l'usage des transports collectifs et des mobilités actives ».

2020-11-20 Le Monde

Agriculture productiviste : la fracture bretonne

Critiqué pour ses dérives écologiques, économiques et sociales, le modèle agricole dominant en Bretagne vacille et divise. L'avenir de l'agro-industrie productiviste, un mastodonte économique défendu par de puissants réseaux, s'impose comme l'enjeu majeur des élections régionales de 2021. Par [Nicolas Legendre](#) et [Benjamin Keltz](#)

2020-11-20 Actu environnement

Metabio : et si l'agriculture biologique devenait le mode de production majoritaire

Annoncé fin 2019, le métaprogramme de recherche de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) Metabio se structure. Son objectif : analyser les enjeux d'un changement d'échelle de l'agriculture biologique, en se fondant sur l'hypothèse qu'elle devient majoritaire dans les modes de cultures et d'élevages.

2020-11-21 Reporterre

Face au géant Veolia-Suez, la régie publique de l'eau se développe

Le « feuilleton » de la fusion Veolia-Suez se poursuit, avec comme enjeu majeur celui de l'avenir de l'eau, notamment comme objet de spéculation financière. Pourtant, pour entraver cet accaparement de ce bien commun, une solution existe et gagne du terrain : le passage en régie publique. par [Lorène Lavocat \(Reporterre\)](#)